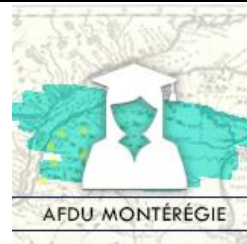


Infolettre



ASSOCIATION DES FEMMES DIPLÔMÉES DES UNIVERSITÉS - MONTÉRÉGIE

AFDU MONTÉRÉGIE

N° 14 – septembre 2021

DANS CE NUMÉRO :

1. Fêtes de Saint-Lambert du 20 au 22 août en images, p. 1 à 4
2. Renouvellement et nouvelles adhésions, p. 5 et 6
3. Activités de l'association en septembre et octobre 2021, p.7
4. Activités de nos membres, p. 8
5. Bourses, p. 9
6. Nos actions, p. 10
7. Lecture, « Les femmes restent moins bien payées... », p. 11 à 13
8. Notre conseil d'administration, p. 14 et 15



Lors de la planification de cet événement, nous ne pouvions pas deviner qu'une chaleur accablante sévirait avec un facteur humidex de 40 C. Installées sur la rue Webster, sous un chapiteau, plusieurs bénévoles arboraient des joues rouges. Nous avons demandé à celles-ci d'être vaccinées adéquatement, c'est-à-dire de deux doses reçues au moins deux semaines auparavant mais la chaleur était telle que plusieurs ne portaient pas de masques. Frances Hudon, l'organisatrice,

avait prévu des bouteilles de désinfectant et des masques sur les tables. Son conjoint, Laszlo Szigeti, un membre associé, a été d'un appui inestimable et surnommé « Saint Laszlo », preuve que l'on retient des habitudes de notre passé. Des ventilateurs, installés derrière nous samedi, procuraient du répit.







Merci à nos bénévoles et à nos commanditaires : Épicerie Alimentari Sud, Boutique Dorlottine, Nicole Bienvenue Esthétique, La Mie Goudène, Bijouterie Rivet et l'Échoppe aux fromages. Et gratitude à l'infatigable et énergique Frances Hudon, qui est allée solliciter des certificats-cadeaux auprès des commerçantes et commerçants et qui ont fait le bonheur des gagnantes. Plusieurs avaient d'ailleurs remis une contribution volontaire en participant au tirage (une excellente idée de Diane Tessier) et le montant ajouté aux fonds disponibles pour des bourses d'études s'élève à 400\$!



RENOUVELLEMENTS ET NOUVELLES ADHÉSIONS

Liette Michaud, présidente et Jacky Scantland, dir. adhésions

Saviez-vous que notre association de bénévoles, fondée en 2018, a déjà remis des bourses d'études à 13 étudiantes en Montérégie au montant de 9,000\$?

Voilà comment nous encourageons la persévérance scolaire et les études post-secondaires d'une façon concrète pour des filles et des femmes de tout horizon, en collaboration avec des établissements scolaires.

Ayant surmonté les défis de la pandémie en menant des levées de fonds novatrices et en recevant des dons, nous prévoyons remettre au moins 5 bourses à 7 étudiantes en 2021-2022, d'une valeur globale de 5000\$.

De plus, notre programme inclut l'organisation de conférences qui sauront plaire à nos membres et au public en général et des soirées réseautage (en respectant les règles sanitaires en vigueur). Nous diffusons des Infolettres régulièrement et entretenons un site Facebook et un site web.

Nous planifions aussi d'autres levées de fonds menées avec joie car promouvoir l'éducation des filles et des femmes contribue à leur réussite éducative tout en renforçant les liens entre citoyennes et citoyens de notre ville et de notre région.

Donc, soyez des nôtres encore cette année ou adhérez au groupe! Nous avons besoin de vous pour continuer cet effort communautaire et régional.

Types de membership et cotisations :

Membre : 98\$

Membre associée : 23\$ (faisant partie d'une autre AFDU)

Membre étudiante : 48\$

Membre associé : 48\$ (homme)

Membre corporatif : 200\$

Veillez s.v.p. inclure votre nom et prénom, adresse, numéro de téléphone et adresse courriel.

Payez par virement Interac : afdumonteregie@gmail.com

**Payez par chèque : AFDU Montérégie
615, av. Mercille
Saint-Lambert (Québec)
J4P 2M1**

N.B. Vous pouvez payer en 4 versements. Pour de plus amples renseignements : <https://afdumonteregie.org>

Une participation à un comité est souhaitée mais pas requise. Nous avons besoin d'un coup de main pour les tâches suivantes :

- 1. Planification et organisation des levées de fonds**
- 2. Planification du programme (conférences, réseautage)**
- 3. Comité des bourses**
- 4. Organisation des réunions en présentiel (location de salles, logistique)**
- 5. Publicité**
- 6. Animation d'une réunion en visioconférence (compte ZOOM)**

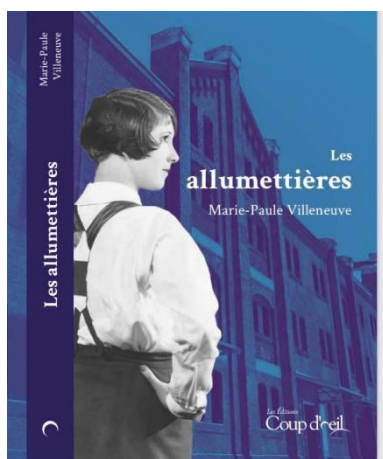
ÉVÉNEMENTS PRÉVUS EN SEPTEMBRE ET OCTOBRE

1. Le mercredi 15 septembre à 19 h 30: ZOOM pour toutes!



Sous le thème de « Conversations », assistez à un ZOOM qui réunira les membres d'AFDU Montérégie en toute collégialité, pour apprendre à nous connaître. Vous recevrez le lien sous peu par courriel. Soyez au rendez-vous!

2. Le mercredi 29 septembre à 19 h : Conférence à la Maison Desaulniers. Passeport vaccinal requis. Inscriptions en présentiel – limite de 20 personnes. Disponible en visioconférence aussi. Inscriptions requises également : afdumonteregie@gmail.com Contribution volontaire requise pour non-membres.



L'auteure, Marie-Paule Villeneuve, sera des nôtres. Originaire du Lac-Saint-Jean, Marie-Paule Villeneuve a fait des études d'histoire et de philosophie à l'Université de Sherbrooke. Journaliste, elle a notamment été l'adjointe au chef de pupitre et critique littéraire au quotidien Le Droit pendant plus de vingt ans, en plus de faire de la télévision et de la radio.

3. Oyez! Oyez! **LE GRAND BAZAR** est remis au **MERCREDI 6 OCTOBRE!!**

OÙ? Au restaurant de l'Echoppe des fromages, 205 Avenue Saint-Denis Saint-Lambert, QC J4P 2G4.

QUOI? Vente de vêtements usagés et accessoires; Musique d'ambiance par Jean-Sébastien Clément et son trio; Conférencière : Caroline Larocque – « Le gaspillage vestimentaire »; Boustifaille et joyeuses libations.

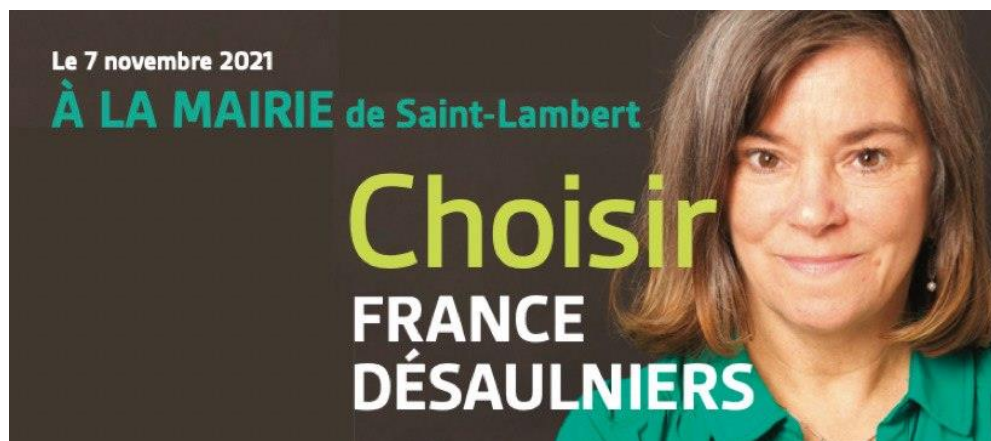
QUAND? De 15 h à 21 h.

ACTIVITÉS DE NOS MEMBRES

1. Notre directrice des événements, Christine Guérette, a démissionné du Conseil d'administration, citant les exigences accrues d'un nouvel emploi. Nous lui souhaitons toute satisfaction dans ses nouvelles fonctions professionnelles. Patricia Hudon se joint à l'équipe pour travailler en collaboration avec Jacky Scantland au dossier des adhésions.
2. Le mois passé, nous rapportions que notre présidente d'honneur, Me Lydie Olga Ntap, avait fondé un nouveau parti politique à Longueuil et avait déclaré sa candidature à titre de conseillère sous la bannière d'Ensemble Longueuil.

Maintenant, une de nos membres se lance et vient de déclarer sa candidature indépendante pour la mairie de Saint-Lambert. France Desaulniers a cumulé quatre années à titre de conseillère de la ville de 2017 à 2021. Forte de cette implication, elle affirme :

« Au cours des quatre dernières années, j'ai été en mesure de saisir les rouages de la politique municipale, de prendre connaissance de la dynamique qui règne au sein de l'agglomération de Longueuil, d'apprécier les nombreux intervenants, mais surtout d'accompagner, sur le terrain, les citoyens»...Je veux contribuer à ce que notre ville soit vivante, dynamique, novatrice, bien ancrée dans le 21e siècle et c'est collectivement que nous y arriverons! Avec audace et détermination. »



Félicitons ces deux femmes pour leur leadership et leur engagement communautaire!

Du bureau de la directrice des bourses, Diane Tessier



Le comité des bourses a le vent dans les voiles. Pour 2021-2022, voici ce que nous prévoyons: la bourse de 1000\$ en Gestion de commerce du CEGEP Édouard-Montpetit sera remise en décembre grâce à la générosité de M. Bruno Ménard des Marchés IGA Ménard.

Des bourses de 1000\$ chacune seront offertes à deux étudiantes du programme « Intégration à la profession infirmière au Québec » en début d'année 2022. Notre collaboration avec les écoles secondaires St-Edmond (musique) et Mgr-Parent (sciences) se poursuivra en 2022.

Nous espérons recevoir une commandite de la députée fédérale Alexandra Mendès qui servira à remettre une bourse de 500\$. Pour cela, nous prévoyons une collaboration avec l'école secondaire Antoine-Brossard.

Nous espérons que la Levée de fonds "~~LE GRAND BAZAR~~" du 6 octobre 2021 nous permettra d'offrir une autre bourse; celle-ci à une étudiante d'un centre d'études professionnelles.

NOS ACTIONS

Cette bannière de l'Instance régionale de concertation en persévérance scolaire et réussite éducative à laquelle nous sommes affiliées a été affichées dès la fin du mois d'août sur notre site Facebook. C'est une deuxième rentrée depuis le début de la pandémie et le virus de la COVID-19 « a redoublé »! Encourageons le personnel des écoles, les élèves et les étudiants à continuer leurs efforts malgré les inconvénients et le stress supplémentaires.



Lettre au Premier Ministre Legault concernant l'immigration des femmes afghanes d'Influence au Québec. AFDU Québec et AFDU Montérégie ont envoyé une lettre conjointe au Cabinet exécutif pour appuyer un commentaire du Premier Ministre à l'égard de l'accueil des femmes d'influence afghanes. Les femmes de ce pays, maintenant de retour sous l'emprise des talibans après 20 ans de guerre et d'efforts pour établir une société démocratique et égalitaire, craignent le pire. Les leaders féminines seront tout probablement en péril et ont besoin d'une terre d'accueil. « Des universités privées afghanes ont rouvert lundi. Les talibans ont précisé dans un décret que les étudiantes seraient tenues de porter une abaya noire, assortie d'un niqab couvrant le visage à l'exception des yeux. Ils ont confirmé que l'enseignement se ferait, dans la mesure du possible, dans des classes non mixtes.

Sous leur précédent régime, les filles n'étaient pas autorisées à étudier, et le port de la burqa, couvrant complètement la tête et le corps, avec un grillage dissimulant les yeux, était obligatoire. » (Extrait d'un article du journal Le Devoir)



Femmes à Kaboul en 2016.

Les femmes restent moins bien payées que les hommes, déplore le SPGQ

Jean-François Venne

Collaboration spéciale, Le Devoir

Ce texte fait partie du cahier spécial Syndicalisme

4 septembre 2021

Qu'elles soient syndiquées ou non, les femmes professionnelles dans les sociétés de 200 employés et plus gagnent un salaire moyen inférieur à celui de leurs collègues masculins au privé comme au public.

12 000 \$

C'est l'écart annuel entre les rémunérations offertes par une organisation traditionnellement masculine, comme Hydro-Québec, et celles offertes dans des organisations plus féminines.

Un quart de siècle après l'adoption au Québec de la Loi sur l'équité salariale, le combat contre les écarts salariaux entre les hommes et les femmes demeure malheureusement loin d'être gagné. Des disparités importantes subsistent, particulièrement entre les domaines d'activité traditionnellement masculins ou féminins.

Ce sujet se trouvera au cœur des revendications du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) au cours des deux prochaines années. L'organisation s'attaque en effet à ce qu'elle perçoit comme une discrimination systémique dans le marché du travail québécois, notamment au sein du secteur public.

« La Loi sur l'équité salariale a constitué une belle avancée et allait aussi loin qu'il était possible d'aller lors de son adoption en 1996, note Line Lamarre, présidente du SPGQ. Cependant, elle présente un défaut : elle n'exige la comparaison des salaires qu'entre les employés d'une même organisation et non entre les domaines d'activité ou entre les employeurs d'un secteur. »

Or, selon elle, une importante iniquité salariale subsiste entre des postes de nature similaire occupés dans des secteurs d'activité traditionnellement masculins et féminins.

Discrimination systémique

En 2018, le SPGQ avait publié une analyse des différences salariales entre 15 organisations parapubliques : six d'entre elles comptaient en majorité des travailleurs et neuf, des travailleuses. L'analyse se basait sur les salaires de 2017. Conclusion : pour quatre organisations à prédominance masculine sur six, « les salaires de plusieurs catégories d'emploi de professionnels se situent dans le tiers le plus élevé ».

À l'inverse, cinq organisations majoritairement féminines sur neuf accordaient des salaires classés dans le tiers le plus faible. Le SPGQ calcule un écart d'au moins 12 000 \$ par année entre les rémunérations à Hydro-Québec (organisation masculine) et celles offertes dans des organisations plus féminines, comme Revenu Québec, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, le Musée de la civilisation et le Musée des beaux-arts du Québec.

En 2019, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) constatait pour sa part une différence de rémunération globale entre l'administration québécoise (où l'on trouvait 72,2 % de femmes) et les entreprises publiques (où elles n'étaient que 37,1 %). Bien que les deux groupes travaillent pour le même employeur, les salariés des entreprises publiques recevaient alors en moyenne 24 % de plus que ceux de l'administration québécoise.

La même année, Statistique Canada soutenait que la répartition des femmes et des hommes entre les industries constituait l'un des deux facteurs qui expliquaient le mieux l'écart salarial persistant entre les deux groupes. Pour enfoncer le clou, l'Institut de la statistique du Québec rappelait plus tôt cette année que les femmes professionnelles dans les sociétés de 200 employés et plus gagnaient moins que leurs collègues masculins au privé comme au public, qu'elles soient syndiquées ou non.

Ces écarts salariaux démontrent une discrimination systémique très ancrée chez nous, selon la présidente du SPGQ. Elle donne l'exemple du secteur de l'éducation. Traditionnellement, les niveaux primaire et secondaire ont beaucoup été l'affaire des femmes, alors que le palier universitaire est longtemps resté une chasse gardée des hommes. « Ça explique en grande partie pourquoi aujourd'hui le personnel au primaire et au secondaire, par exemple les conseillers pédagogiques, gagne beaucoup moins qu'à l'université », soutient-elle.

La présidente ajoute au passage que des hommes souffrent également par la bande de cette discrimination. En effet, ceux qui décident d'entrer dans des secteurs majoritairement féminins, comme la santé, l'éducation et la culture, se retrouvent eux aussi moins bien payés que s'ils avaient opté pour un domaine traditionnellement masculin.

Changer la loi

Le SPGQ exige que le gouvernement québécois modifie la Loi sur l'équité salariale en y incluant une obligation de comparer les salaires entre les employeurs d'un même secteur d'activité ainsi qu'entre les secteurs. « C'est nécessaire pour réellement rendre notre société équitable entre les femmes et les hommes », affirme Line Lamarre.

D'autant que ces disparités ne restent pas sans conséquences. Si son syndicat réunit des professionnelles et professionnels du secteur public, la présidente rappelle que l'iniquité salariale entre les secteurs d'activité a des effets graves sur l'autonomie financière d'un grand nombre de femmes, notamment dans le secteur privé. Les femmes représentent près de six travailleurs au salaire minimum sur dix au Québec.

Malgré l'augmentation de 40 ¢ l'heure qui a fait passer ce taux horaire à 13,50 \$ le 1er mai dernier, il reste difficile de vivre convenablement avec un tel revenu. « Cela place de nombreuses femmes dans des situations très vulnérables, entre autres celles qui élèvent des enfants seules, se désole Line Lamarre. Améliorer l'équité salariale entre les secteurs d'activité favorisera l'autonomie financière de nombreuses femmes. »

Fait saillant

En 2016, les mères représentent 75,1 % des parents responsables de familles monoparentales tandis que la proportion de pères monoparentaux est de 24,9 %.
(source : MSSS, Statistiques et données sur la santé et le bien-être)



Conseil d'administration :

Me Lydie Olga Ntap, présidente d'honneur (et une des membres fondatrices)

Liette Michaud, présidente

Frances Hudon, vice-présidente

Anne-Lise Dupuis, trésorière (France Fontaine et Alice Carey co-trésorières)

Kathy Bates, secrétaire

Diane Tessier, directrice des bourses et liaison communautaire

Monique Sirois-Kelly, directrice des résolutions et liaison FCFDU

Jacky Scantland, administratrice – adhésion - événements

Jocelyne Désilets, directrice des nominations

Vous lisez cette Infolettre et voulez devenir membre de l'Association des femmes diplômées des universités - Montérégie?

Remplir le formulaire sur le site Internet de l'AFDU :

<https://afdumonteregie.org/devenir-membre/>

De façon évolutive, nos collectes de fonds permettront d'offrir des bourses à des étudiantes poursuivant des études dans des programmes collégiaux techniques et préuniversitaires tout comme à des étudiantes de programmes secondaires de formation professionnelle, de formation continue et à des entrepreneures.

Des activités auxquelles sont conviées les membres sont organisées tout au long de l'année et favorisent le réseautage. L'Association est affiliée à une fédération pancanadienne (FCF DU) – fcfdu.org et à une fédération internationale (GWI – Graduate Women International dont le siège social est à Genève, Suisse) – gwi.org

Nous sommes des membres également, au niveau provincial, du Conseil québécois des AF DU et au niveau régional, de la Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGFM) car nous partageons des valeurs et des projets semblables – tcgfm.org Avec elles, nous soulignons les Journées pour contrer les violences faites aux femmes (12 jours en novembre et décembre) et la Journée internationale pour les droits des femmes (le 8 mars).

Au niveau régional aussi, nous sommes membre (organisme) de l'Instance régionale de concertation en persévérance scolaire et réussite scolaire de la Montérégie.

Au niveau local, nous siégeons à la Table de concertation des organismes communautaires de Saint-Lambert.

Coût de l'inscription :

98 \$ (inscription annuelle) que vous pouvez payer en 4 versements

48 \$ (étudiante) payable en 4 versements

23 \$ (membre associée – faisant partie d'une autre AF DU)

48 \$ (membre associé masculin)

200 \$ (membre corporative et corporatif)

Note : il n'est pas nécessaire d'être titulaire d'un diplôme universitaire pour faire partie de l'AF DU Montérégie. Vous payez en faisant un Virement Interac à l'adresse courriel afdumonteregie@gmail.com

Crédits : Rédactrices : Liette Michaud, Diane Tessier

Éditrice : Liette Michaud **Photos :** Liette Michaud, Wikipédia